

BATTRE LA DROITE RÉUSSIR À GAUCHE



Gilbert Louvet
membre comité
départemental
Seine-Maritime

Dans notre pays, la situation est extrêmement grave. Le résultat de la politique de la droite depuis plus de trois ans est une ruine démocratique, économique et sociale. Ainsi, les émeutes qui ont secoué un certain nombre de nos quartiers en fin d'année dernière ont été la manifestation brutale de la crise profonde qui affecte toute la société.

A la misère, on a ajouté de la misère. Les chômeurs et les érémites, les migrants, sont traqués. Les jeunes sont maltraités et abandonnés. Les salariés sont ponctionnés sans cesse, et voient leurs droits se réduire comme peau de chagrin. La droite libérale et autoritaire qui est au pouvoir fait la guerre aux pauvres.

En France le premier ministre pousse les feux d'une déréglementation sans précédent du marché du travail en étendant le champ des contrats nouvelles embauches, créant les contrats première embauche, instituant comme règle pour l'entrée des jeunes sur le marché du travail la précarité et impose aux seniors les CDD, le Medef est aux anges et en réclame encore plus, l'organisation patronale entre en politique.

Comment ne pas rejeter cette société qui ne voit les êtres humains que comme des variables d'ajustement pour leurs profits. De leur côté, les services publics sont démantelés partout sous les coups de boutoir du FMI, de l'OMC, de l'Union européenne... on ne peut rien attendre de bon de cette logique libérale. Sentiment partagé par beaucoup de par le monde. Un mouvement populaire se développe en Amérique Latine.

Une conscience européenne nouvelle est en train de voir le jour. En France, comme aux Pays-Bas, notre peuple s'est prononcé contre la Constitution libérale qui lui était proposée. Notre peuple a produit un geste

fort : il a dit " NON " ! Il a appelé de ses vœux une autre Europe.

La droite au pouvoir en France, et les dirigeants européens refusent d'entendre le message, ils accélèrent la cadence. Ils plongent l'Europe dans la crise.

La directive Bolkestein revient au mois de février. Le chef de l'État, en ne s'y opposant pas, trahit la souveraineté populaire. Nous allons être de toutes les mobilisations pour son retrait. Le PCF contribuera à la réussite du rassemblement du 11 février à Strasbourg pour mettre cette directive en échec comme l'on fait les dockers avec la directive portuaire.

Face à cette politique ultralibérale et anti-sociale, face au MEDEF et sans attendre nous sommes décidés à combattre, nous voulons battre la droite, faire bouger la gauche et construire l'alternative. Il faut forger dans le peuple, avec lui, la gauche de demain. Mais pour faire gagner la gauche, nous savons qu'il faut qu'elle tire les enseignements du passé, qu'elle porte l'ambition d'un vrai changement, qu'elle réponde aux attentes. Il ne suffira pas d'une gauche à l'eau tiède. Avec les dégâts que la droite a causés sur son passage, il lui faut de l'audace. Elle doit dire ce qu'elle veut faire, et surtout comment elle veut le faire.

**C'est à partir de cette ambition,
battre la droite, réussir à gauche
que notre parti organise un Meeting
régional avec Marie Georges Buffet
le 15 février
à la halle aux toiles à Rouen**

Mobilisons-nous pour que celui-ci soit le grand rendez-vous de lutte et de résistance des Hauts Normands, des salariés de Renault, des ports, de Otor, de Millenium, de M.réal, de tous celles et ceux qui subissent de plein fouet cette politique libérale de la droite et du Medef.

33eme congrès du PCF

23 au 26 mars

Calendrier pour le 33eme congrès

8 janvier : après leur validation envoi de l'ensemble des textes aux communistes (base commune et textes alternatifs validés)

11 janvier : Ouverture de la tribune de discussion en vue du vote des communistes pour choisir la base commune.

3 et 4 février : vote de communistes pour choisir leur base commune

6 février 2006 - 26 mars 2006
Amendements et enrichissements de la base commune jusqu'aux décisions du congrès.

6 février : publication des résultats
Envoi à tous les communistes de la base commune choisie par eux en vue de son enrichissement et des amendements.

Du 18 février au 16 mars : conférences de sections

18 et 19 mars : conférence départementale au palais des congrès de Oissel

Du 23 au 26 mars : congrès national

L'atelier

Vos idées
pour changer
le monde

La section du PCF de Saint Etienne du Rouvray vous invite à participer à cette nouvelle initiative qu'elle vient de mettre en place, avec un premier débat sur le thème suivant :

**Comment combattre les discriminations ?
Comment vivre ensemble dans la diversité et l'égalité des droits ?**

Des politiques discriminatoires qui se dressent contre les droits (au travail, au logement, à la formation, l'éducation, la santé...) Murs qui se trouvent dans les têtes (racisme, sexisme, homophobie...) Il faut faire tomber ces murs de haine, de silence, d'indifférence, d'aveuglement.

Vendredi 10 février 18h00
Centre JEAN PREVOST
St Etienne du Rouvray

Avec Nathalie Nail
Vice présidente du conseil général

REPÈRES

Protection sociale :

Emplois et salaires des solutions incontournables

1% de baisse de la masse salariale c'est 2,5 milliards en moins de cotisations sociales, 100 000 emplois supprimés c'est 1,3 milliard d'euros de moins pour la sécu.

Jacques Chirac dit clairement qu'il veut continuer à baisser le coût du travail sous prétexte de lutter contre les délocalisations.

Le passage à la valeur ajoutée d'une partie de la cotisation patronale inciterait en fait les entreprises de haute technologie (celle qui utilise le moins de main d'œuvre) à délocaliser les profits pour réduire la valeur ajoutée qu'elles produisent en France et à réduire l'investissement industriel.

Les délocalisations, la précarité, les bas salaires nous connaissons. Cela aboutit à l'explosion des profits et à la spéculation financière au détriment des conditions de vie et de santé de la population.

André Duroméa

a été élevé au grade de commandeur de la légion d'honneur



Maire-honoraire du Havre, député-honoraire, ancien résistant-déporté, notre camarade André Duroméa a été élevé le 1er janvier dernier au grade de commandeur de la Légion d'Honneur, reconnaissance de toute une vie active de militant et d'homme d'action.

La fédération de Seine-Maritime s'associe à tous ses amis pour le féliciter de cette promotion.

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

LE CHÔMAGE RÉGRESSE
QUANTITATIVEMENT !



Dans les cahiers de l'alternative

FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE

les propositions communistes

Le Parti communiste exige :

- l'annulation immédiate des mesures mettant en cause le droit à la santé : remboursements, dispositif du médecin traitant, augmentation du forfait hospitalier, franchise de 18 euros...

- l'augmentation des salaires et des retraites

- l'avancée vers un système de sécurité d'emploi-formation

- l'organisation d'un grand débat public sur la réforme du financement de la protection sociale et sa démocratisation.

- Le PCF s'oppose fermement à tout principe de TVA sociale.

Il y a un besoin impératif de réformer le financement de la protection sociale pour faire face à la montée de nouveaux besoins.

Le chef de l'État vient de relancer le débat à ce propos. Apparemment, sa proposition semble intéressante; mais à mesure qu'elle est précisée, elle s'affiche de plus en plus comme visant la baisse du coût du travail et des charges sociales dans la droite ligne des mesures prises par la droite.

La cause fondamentale des problèmes financiers de la Sécu, ce sont des politiques économiques et des types de gestion des entreprises qui, depuis de longues années, organisent la baisse des salaires dans la valeur ajoutée. On ne peut couper la réforme du financement de la Sécu d'un changement complet de ces politiques.

Reconnaître que l'emploi est au centre du financement de la protection sociale est une chose, mais la politique suivie jusqu'ici est contradictoire avec cette affirmation. On ne peut développer l'emploi en quantité et en qualité en baissant le coût du travail.

On parle de remplacer l'assiette salaires par une assiette valeur ajoutée.

La contribution patronale à la Sécu assise sur les salaires avantage les entreprises capitalistiques, les sociétés financières au détriment des industries de main-d'œuvre. Passer à l'assiette valeur ajoutée aurait pour effet de modifier la répartition de l'effort en faveur de ces dernières.

Mais cette assiette valeur ajoutée est beaucoup plus fluctuante, fraudable, manipulable par toutes les techniques de gestion comptable. Et elle ne prend pas en compte les produits financiers des entreprises, 80 milliards d'euros qui échappent à tout prélèvement social : les communistes proposent de les taxer au niveau des cotisations payées par les salariés, ce qui rapporterait 8 milliards d'euros.

D'autre part, et surtout, l'assiette valeur ajoutée ne dit rien du partage entre salaires et profits. Or le problème de fond, c'est de relever la part de la valeur ajoutée consacrée aux salaires, dépenses de formation, prélèvements sociaux et publics. Elle a perdu 10 points depuis 1983. Relever cette part des salaires, c'est la base même du financement de la protection sociale.

Des propositions alternatives existent

Depuis de longues années le PCF met en débat des propositions pour une grande réforme du système de santé et de protection sociale. Elles ont été débattues et enrichies par les comités de défense de la sécu., elles continuent à être discutées dans les forums.

Nous proposons :

- La suppression de la CSG et financement de la protection sociale par des cotisations basées sur la masse salariale. Les cotisations sociales sont un moyen efficace de solidarité et de développement économique.
- L'augmentation des cotisations patronales
- L'instauration d'une cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que celles des salariés cela rapporterait immédiatement plu de 10 milliards d'euros à la sécu.
- D'en finir avec les exonérations des cotisations sociales qui contribuent à l'abaissement du coût du travail et utiliser tout autrement les 20 milliards d'euros d'argent public qui leur sont consacrés.

Pour accroître durablement les recettes de la sécu et inciter les entreprises à développer emplois, formation, salaires et valeur ajoutée en France, le Parti Communiste Français propose une modulation du taux des cotisations sociales patronales afin que soient pénalisées les entreprises qui préfèrent les placements financiers, les bas salaires et le sous emploi.

Le modèle social français est basé sur la justice et la solidarité. La protection sociale, les services publics, les garanties collectives en sont les axes essentiels. Arrêtons de les casser. Donnons leur les moyens de se développer.

Directive portuaire : le rejet !

STRASBOURG : DES MILLIERS DE DOCKERS DES PORTS EUROPÉENS POUR DIRE NON À LA LIBÉRALISATION DES SERVICES PORTUAIRES



Plus de 800 dockers et salariés du port du Havre ont fait le déplacement pour le rassemblement à Strasbourg du 16 janvier (10 000 manifestants de toute l'Europe). Le port du Havre a été totalement bloqué pendant 48h, la grève ayant été suivie par les 2000 dockers et la grande majorité des 1500 portuaires. Une forte mobilisation qui a pesé sur le résultat final du vote du parlement rejetant pour la deuxième fois cette directive portuaire

Faire vivre le port de Dieppe, des propositions portées par Sébastien Jumel, Conseiller Général de Dieppe

Le port de Dieppe, âme de la cité Duquesne, mais poumon économique et social de notre région avec ses 2500 emplois directs et indirects.

47 dockers sont concernés, mais aussi ceux qui vivent du port, chez Léon Vincent, à l'outillage de la Chambre de Commerce, chez Verdendre, au lamage, au remorquage, à la D.D.E.....

Sea Invest a racheté le groupe pour réorganiser le trafic en fonction de ses propres intérêts. Cette société qui possède 23 ports sur l'ensemble du littoral européen, vient d'annoncer qu'aucun trafic n'était prévu à Dieppe pour 2006.

La Chambre de commerce est dans l'incapacité de faire face à la crise. Et l'Etat n'assume pas ses responsabilités, comme dans d'autres domaines, il attend de se débarrasser de cette charge sur les collectivités : la Région, en partenariat avec l'agglo et le Département, qui devront agir à travers un syndicat mixte qu'il faut constituer sans tarder.

Le Port de Dieppe a des atouts qui résident dans le savoir-faire de ses salariés, dans son positionnement géographique, mais qui impliquent une concrétisation des partenariats entre les différents

ports dans le cadre d'un complexe portuaire normand.

C'est une question essentielle d'aménagement du territoire. L'Etat doit jouer son rôle et les politiques ne doivent pas laisser les marchés faire la loi.

Nous avons fait une demande d'une table ronde au plus haut niveau de l'Etat. Cela nécessite également des investissements importants pour mettre à jour les infrastructures portuaires.

Notre Port, dans sa dimension commerce, retrouvera le chemin de la croissance si tous les acteurs politiques économiques et sociaux en ont la volonté.



ALERTE : LA BOLKESTEIN PORTUAIRE REVIENT ! ET EST MISE AU RANCARD AUSSITÔT !

IL FAUT FAIRE DE MÊME AVEC LA DIRECTIVE "BOLKESTEIN" LE 11 FÉVRIER À STRASBOURG



Dans une déclaration, Jacky Hénin, Député au Parlement européen, maire de Calais s'est insurgé contre ce retour de la directive portuaire

Le mardi 17 janvier, le Parlement européen a examiné la directive qui vise à déréglementer les services portuaires.

"Ce texte est l'équivalent pour les ports de la directive Bolkestein. Ces deux directives sont jumelles par leur philosophie : il s'agit dans les deux cas, d'organiser une concurrence exacerbée entre les hommes, de briser les statuts et les protections sociales, de tirer vers le bas les salaires. Toutes les deux s'intègrent donc parfaitement aux objectifs de compétitivité de l'Agenda de Lisbonne (qui prévoit expressément la libéralisation de tous les secteurs du transport, le conseil européen de Lisbonne du 28 mars 2000 a même invité la commission, le conseil et les états membres à "accélérer" la libéralisation)

Les services techniques nautiques, c'est-à-dire le pilotage, le remorquage, l'amarrage, la manutention du fret, le lamanage,... sont dans le collimateur.

Le secteur portuaire est stratégique pour le fonctionnement de l'économie européenne car par lui transitent 90% des échanges de l'Union européenne avec le reste du monde et 30% des échanges intracommunautaires. On voit donc l'enjeu financier qui existe pour les transnationales du fret à abaisser les coûts de passage des marchandises dans les ports.

L'objet de la directive portuaire est de créer les conditions juridiques de la compression de ces coûts, en s'appuyant sur deux principes : La règles du pays d'origine et l'auto-assistance.

Ainsi, toute entreprise d'un pays de l'Union européenne pourra s'installer dans n'importe quel port et exercer ses activités uniquement selon les lois du pays qui abrite son siège social.

De la notion du pays d'origine à l'auto-assistance

Avec l'auto-assistance, un armateur pourra recourir à son propre équipage pour effectuer des tâches qui jusqu'ici était du seul ressort des salariés des services technico-nautiques des ports. Cela revient à introduire le principe des pavillons de complaisance au cœur même du domaine portuaire, y compris pour l'activité de manutention, ce qui contrevient à la convention n° 137 de l'OIT (organisation internationale du travail) qui stipule que ce type de travail ne peut être effectué que par des dockers immatriculés.

Le recours à un personnel déqualifié, sous payé, multinational (avec parfois 6 ou 7 nationalités différentes sur un bateau) , ne peut que multiplier des risques d'accidents graves. Mais pour les chargeurs et armateurs, les accidents, les pollutions, ne sont que des charges exceptionnelles à provisionner qui restent marginales face à l'enjeu financier que représente la baisse de coût de transit par un port d'une marchandise.

Nous ne sommes plus dans une logique de sécurité et de sûreté, mais dans une dialectique de risques et d'assurances.

Une mobilisation Européenne

En 2003, une forte mobilisation des dockers et de l'ensemble des professions technico-nautiques, en liaison avec l'activité du groupe GUE/NGL, avait permis d'obtenir le rejet par le Parlement européen (avec 229 voix contre et 209 pour), d'une première mouture de cette directive portuaire. Aujourd'hui, elle revient au Parlement sous une forme à peine modifiée.

Sur toute la façade maritime de l'Union européenne, une nouvelle mobilisation, forte et unitaire, se développe pour exiger l'enterrement définitif de cette directive scélérate."

Fort de ce mouvement populaire, Jacky Hénin en séance du parlement, comme l'ensemble des députés du groupe GUE/NGL, a tout fait pour que le Parlement scelle par un vote négatif l'arrêt de mort de cette Bolkestein portuaire !

Une campagne unitaire, avec l'édition d'une affiche et d'une carte postale adressée au président de la République est engagée. Un tract du PCF sur le projet de directive est disponible
Une première manifestation européenne aura lieu à Strasbourg le 11 février à 14h. Un train pour Strasbourg sera organisé au départ de Paris, gare de l'Est, 55 euros aller/retour (Départ vers 8h30, retour vers 22h30).

**L'ETAT D'URGENCE ENFIN LEVE !
MAIS...LES LOIS SECURITAIRES DEMEURENT
AINSI QUE LA " CHASSE " AUX IMMIGRES.**

Réunion Publique mardi 24 janvier 20h30 Halle aux toiles, à Rouen.
Avec la participation de Evelyne Sire Marin, membre de la ligue des droits de l'homme

La révolte des jeunes est née de l'accumulation des inégalités et des discriminations dans les banlieues et les quartiers populaires. Les causes sont profondes et bien connues : le chômage, la misère, la précarité, le racisme, les exclusions, les expulsions, le manque de logement, l'insuffisance criante de services publics...

A l'appel du Collectif de Défense des Libertés Fondamentales (CDLF)
et soutenu par diverses organisations dont le PCF 76

UNE DATE À RETENIR :

**MERCREDI
15 FÉVRIER**



**BATTRE
LA DROITE**

**MARIE-GEORGE BUFFET
MERCREDI 15 FÉVRIER 2006
18H30 - HALLE AUX TOILES - ROUEN**

**PCF REUSSIR
A GAUCHE**
Parti communiste français

Médias :

Le matraquage libéral ça suffit !

Ensemble créons un nouvel hebdomadaire

Ce nouvel hebdomadaire a été annoncé dans l'huma-hebdo du 7 janvier, il paraîtra sous forme de magazine le jeudi et sera au coeur de l'actualité, à la fois lieu d'expertise et lieu d'expression des alternatives au capitalisme, mais aussi espace de détente, de cultures et de solidarité. Une voix forte qui tranchera avec le concert trop bien huilé de tous ces magazines tenants du système.

L'objectif étant de sortir le premier numéro le 9 mars

L'existence et le développement de l'Humanité et de la nouvelle Humanité Dimanche sont d'un enjeu crucial pour dégager les voies d'un rassemblement majoritaire débouchant sur des changements progressistes.

Ce lancement sera aussi l'occasion de donner une nouvelle impulsion à toutes les formes de diffusion: kiosque, abonnement, mais aussi et surtout diffuseurs à travers les réseaux des CDH. Ils seront des porteurs et des passeurs d'idées, des liens entre les habitants des quartiers, des salariés et le journal, avec une place plus grande consacrée au vécu des lecteurs et des lectrices. Les CDH pourraient ainsi devenir de véritables lieux de vie et de débat à partir des contenus et des initiatives du journal.



Les Cofondateurs et cofondatrices de l'HD- l'Humanité Dimanche

Dés aujourd'hui, devenez lecteur-fondateur

Vous pouvez participer au lancement de la nouvelle Humanité Dimanche en prenant des parts dans l'association
renseignements :

Dominique Langlois : 02 35 07 89 80
33 place de l'hôtel de ville 76000 Rouen

ou:
les cofondateurs et cofondatrices de l'HD- l'Humanité Dimanche
32 rue Jean Jaurès, 93528 Saint-Denis Cedex
tel : 01 49 22 73 47 Email : co-fondateur@humanité.fr

Une réunion de présentation de cette nouvelle Humanité-Dimanche se tiendra le Lundi 6 février avec la participation de Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité, à 18 h, salle "De Buddicum" rue de la gare à sotheville-les-Rouen face au CER de laSNCF



NOM DIT de Roberte Langlois

Chronique plutôt qu'histoire au caractère direct et intime, entre masculin et féminin, entre double et singulier. Le roman de Roberte Langlois est une histoire d'amour où l'absence pose l'énigme fondamentale de l'identité à une petite fille qui reçoit le prénom de son père, disparu brutalement avant sa naissance.

Une quête tout en filigrane dans le tissu visible et invisible d'une histoire familiale bouleversée. Le récit, enchâssé de portraits de femmes, invite le lecteur à accompagner l'enfant au cours des diverses expériences émotionnelles où chacun pourra puiser aux sources de sa propre existence.

" Sous la peau fragile et douce des mères coule la sève que boivent au calice tous les êtres qui ont accepté de franchir la frontière, démarcation mystérieuse les menant à la vie. Les femmes de mon histoire n'y échappent pas. "



"Nom dit" roberte Langlois éditions in-octavio, 198pages, 17€

Librairie renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen, ouvert à tous du mardi au vendredi de 14h à 18h45 et le samedi de 10h à 12h30 et de 14h à 18h45

Département/démocratie

Des sections du Parti qui avancent



Après le site internet de la fédération, celui des sections du Havre, de Rouen et de Canteleu, la section de montivilliers vient de se doter de ce moyen moderne de communication qui s'ajoute aux journaux et tracs de sections.

L'actualité montivillonnaise, des infos nationales, l'activité des élus, ce site est appelé à se développer rapidement, complétant ainsi peu à peu les moyens de contact que nous mettons à la disposition de tous !

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur:

www.pcf76.fr

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur les sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ 31 janvier

Reprendre l'initiative :

Pour la Cgt, la relance de l'action revendicative est une nécessité, le seul moyen de faire bouger la donne actuelle. Réunions des salariés, discussions, élaborations des revendications, convergence des ripostes. Il s'agit d'obliger gouvernement et patronat à compter avec un rap-

port de forces plus conséquent du monde du travail. les rassemblements prévus : Elbeuf à 11h devant la chambre de commerce. Dieppe/Eu : 10h devant la gare. Agglo Rouen: 12H rond point des vaches avec les salariés d'OTOR. Le Havre: 11h devant le médef

■ 14 février

Strasbourg Bolkenstein : manifestation organisée par la Confédération européenne des Syndicats (Ces) : " Pour une Europe sociale, un meilleur modèle social européen et certainement pas cette directive Bolkestein ! "



N°20

Daté du 13/01/2006

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645